

Royaume du Maroc

المملكة المغربية



BUDGET ECONOMIQUE PREVISIONNEL 2013

Janvier 2013

SOMMAIRE

<i>Synthèse</i>	3
<i>1. L'environnement international</i>	10
1.1-La croissance économique mondiale selon les grandes zones	11
1.2. L'évolution des prix des matières premières.....	15
<i>2. L'économie nationale en 2012</i>	16
2.1.La croissance économique.....	16
2.2.L'évolution des composantes de la demande.....	20
2.3.Le financement de l'économie	21
<i>3. Les perspectives de l'économie nationale en 2013</i>	24
3.1.Les hypothèses sous-tendant les prévisions	24
3.2.La croissance économique.....	25
3.3.Les composantes de la demande.....	31
3.4.Le financement de l'économie	32
<i>4. Les conclusions</i>	35
ANNEXES STATISTIQUES	37

Synthèse

Le budget économique prévisionnel présente une estimation des principaux agrégats de l'économie nationale en 2012 et les prévisions de leurs évolutions en 2013. Il se base sur les résultats des enquêtes trimestrielles et les travaux de suivi et d'analyse de conjoncture menés par le Haut-Commissariat au Plan et intègre les nouvelles tendances de l'environnement international, ainsi que les principales dispositions de la loi de finances 2013.

1-L'environnement international

L'économie mondiale a continué à subir la perduration des effets de la crise financière internationale de 2008 et 2009. Après une première phase où leurs interventions se sont focalisées sur le rétablissement de la solvabilité du système bancaire et la relance de l'activité économique, les Etats des pays développés ont dû faire face aux pressions des marchés financiers dans la gestion de leurs dettes souveraines. Ils ont eu, à cet effet, recours à des politiques budgétaires restrictives qui ont bridé leurs croissances économiques et détérioré leurs situations sociales.

Dans ces conditions, l'économie mondiale¹ a continué à progresser à un rythme modeste de 3,2% en 2012 après 3,9% en 2011 et 5,1% en 2010. La zone Euro, en récession, avec une croissance négative de 0,4% et la faible reprise des économies des États-Unis d'Amérique et du Japon, enregistrant respectivement une croissance de 2,3% et de 2% ont négativement impacté le dynamisme des économies émergentes et en développement dont le taux de croissance est passé de 6,2% en 2011 à 5,3% en 2012.

L'économie mondiale devrait continuer, au cours de l'année 2013, voire au-delà, à être marquée par des incertitudes dont l'issue resterait suspendue à la capacité de la zone Euro, d'un côté, et des Etats-Unis d'Amérique de l'autre côté, à promouvoir des politiques budgétaires et monétaires de nature à relancer l'économie et l'emploi dans leurs pays respectifs. En 2013, la croissance économique mondiale devrait se situer aux environs de 3,5%, avec un rythme modeste de 1,4% dans les pays développés et de 5,5% dans les économies émergentes et en développement. La tendance à la baisse des prix des matières premières devrait, par conséquent, apaiser les tensions inflationnistes dont le taux devrait passer de 2% à 1,6% dans les pays avancés, et se maintenir à 6,1% en 2013 dans les pays émergents et en développement.

¹Selon les perspectives du FMI publiées en janvier 2013, et les perspectives de l'OCDE, de la Commission Européenne et de la Banque Mondiale publiées fin 2012.

2-L'économie nationale en 2012 et 2013

2-1-Situation économique en 2012

La croissance économique

L'économie nationale a été marquée en 2012 par la baisse de la production agricole et la poursuite de la résilience des activités non agricoles dans le contexte international contraignant.

La valeur ajoutée du secteur primaire aurait, ainsi, affiché un repli de 8,7% en 2012, après la hausse de 5,1% en 2011, et ce, en raison de la baisse de 39,2% de la production céréalière durant la campagne agricole 2011/2012. Elle est passée de 84 millions de quintaux en 2011 à 51 millions de quintaux en 2012.

En revanche, les activités non agricoles, bien qu'en léger ralentissement, auraient réalisé un taux de croissance de 4,8% en 2012, contre 5,3% en 2011, bénéficiant des effets de la hausse de 13,6% des dépenses de fonctionnement et de 12,6% de l'investissement public consolidé. Dans ce cadre, le secteur secondaire aurait enregistré une croissance de 3,2% après 4% en 2011. Le dynamisme des activités énergétiques, du bâtiment et travaux publics et des industries de construction automobile aurait relayé la modération de la contribution des activités des phosphates et celui des industries électriques et électroniques (composants électriques et fils et câbles pour l'électricité) qui avaient contribué largement au dynamisme économique des dernières années. Parallèlement, les activités du secteur tertiaire auraient globalement progressé de 5,7% après 6% en 2011, sous l'effet, en particulier, de l'amélioration de la valeur ajoutée des postes et télécommunications, des services rendus aux entreprises et des services fournis par les administrations publiques.

Dans ces conditions, la Produit Intérieur Brut aurait réalisé un taux de croissance estimé à 2,7% en 2012, légèrement supérieur à 2,4% annoncé dans le budget économique exploratoire publié au mois du juin 2012. Il reste, cependant, inférieur au taux de 5% enregistré en 2011. Cette croissance économique continue à être tirée par la demande intérieure (consommation finale nationale et investissement brut) dans un contexte de maîtrise de l'inflation.

La Demande intérieure

La consommation finale nationale aurait enregistré une hausse de 4,8% après 6,7% en 2011. Sa contribution à la croissance du PIB serait, ainsi, passée de 5 à 3,7 points. Dans ce cadre, la consommation des ménages aurait connu un léger ralentissement, en raison d'une baisse des revenus des ménages et de l'autoconsommation en produits agricoles. Elle se serait accrue de 4,8% en volume en 2012 après 7,4% en 2011. Sa contribution à la croissance aurait reculé de 4,2 points en 2011 à 2,8 points en 2012. En revanche, la

consommation publique aurait augmenté de 5% en volume après 4,6% en 2011. Sa contribution à la croissance serait, ainsi, passé de 0,8 à 0,9 point, bénéficiant de l'augmentation des dépenses publiques de fonctionnement en biens et services et de la masse salariale.

La formation brute du capital fixe se serait, de son côté, accrue au rythme de 2,7% avec une contribution à la croissance maintenue à 0,8 point, au même niveau qu'en 2011. Néanmoins, la variation des stocks aurait été en recul de 27% en volume, avec une contribution négative de l'ordre de 1,4 point à la croissance, après une contribution positive de 0,5 point en 2011.

Au total, avec une baisse de sa croissance de 5,8% en 2011 à 2,8% en 2012, la demande intérieure aurait, ainsi, enregistré une baisse de sa contribution à la croissance de 6,3 à 3,2 points.

La Demande extérieure

Les exportations de biens et services auraient enregistré une hausse de 0,8% au lieu de 2,1% en 2011, attribuable, en particulier, à la croissance remarquable des exportations des produits énergétiques, des voitures de tourisme et de certains produits alimentaires. L'émergence de ces nouveaux produits à l'export aurait compensé la baisse du dynamisme des exportations des phosphates et dérivées et des produits électriques et électroniques.

Les importations de biens et services auraient connu, de leur côté, un net ralentissement. Leur rythme de croissance, en volume, serait passé de 5% en 2011 à 1,6%. Ce ralentissement intervenu, pour la première fois depuis 2009, aurait bénéficié de la baisse de rythme des importations des demi-produits et des produits bruts, en particulier, sans cependant affecter celles des biens d'équipement et des produits finis de consommation.

Globalement, la demande extérieure (exprimée par le solde de la balance commerciale en biens et services), aurait affiché un allègement significatif de sa contribution à la croissance du PIB, passant de -1,5 point en 2011 à -0,5 point en 2012.

L'évolution du niveau général des prix

En 2012, l'effet de ralentissement de la demande intérieure sur les prix aurait été atténué par la répercussion d'une partie de l'inflation importée sur les prix intérieurs, notamment la hausse des prix des produits énergétiques. Ainsi, le niveau général des prix (appréhendée par le prix implicite du PIB) aurait progressé de 1,3% en 2012 au lieu de 0,1% en 2011.

Le financement de l'économie

L'épargne intérieure, mesurée par l'écart, en valeur, entre le PIB et la consommation finale nationale serait passée, de 183,7 milliards de dirhams en 2011 à 172,8 milliards de dirhams. Sa part dans le PIB de 22,9% en 2011 a baissé à 20,7%.

Les revenus nets en provenance du reste du monde auraient continué à se dégrader, enregistrant une baisse de 6,7% après 5% en 2011. Cette évolution trouve son origine dans le recul de 4% des transferts des marocains résidant à l'étranger (MRE). La part de ces revenus nets est, ainsi, passée de 5,3% du PIB en 2011 à 4,5%.

Au total, l'épargne nationale serait passée de 224 milliards de dirhams en 2011 à 217,4 milliards de dirhams. De 27,9% en 2011, sa part dans le PIB aurait baissé à 26,1% en 2012.

De son côté, l'investissement brut (Formation brute de capital fixe et la variation des stocks) aurait été maintenu à un niveau élevé, grâce en particulier, à des investissements publics consolidés en progression² de 12,6%. Sa part dans le PIB aurait, cependant, légèrement baissé, passant de 36% en 2011 à 34,5%, en raison d'une baisse de la variation des stocks, aux prix courants de 28,5% et au ralentissement de l'investissement privé.

Le déficit du compte épargne-investissement qui exprime les besoins de financement de l'économie nationale, ne cesse, dans ces conditions, de s'élever d'une année à l'autre. Il aurait atteint 8,4% du PIB après 8,1% en 2011 et 4,4% en 2010. A l'origine de cette dégradation, le déficit des finances publiques serait passé de 6,2% du PIB en 2011 à environ 7%, détériorant le compte courant de la balance de paiement et alimentant l'endettement public dont le taux frôle, aujourd'hui, le seuil fatidique de 60% du PIB.

A défaut de couvrir ce déficit par des investissements directs étrangers (IDE) et des emprunts extérieurs, le pays a dû continuer de puiser dans ses réserves en devises. Après avoir baissé de 12,4% en 2011, les avoirs extérieurs nets ont connu une nouvelle baisse de 18% ramenant leur montant à 138 milliards de dirhams, équivalent à 4 mois d'importations des biens et services, au lieu de 5,1 mois en 2011.

Cette situation est à l'origine de la persistance de la sous-liquidité qui a marqué, au cours de ces dernières années, le marché monétaire. Ainsi, la masse monétaire a enregistré un ralentissement de son rythme de croissance, passant de 6,9% en 2011 à 4,7%. Parallèlement, l'encours des crédits à l'économie a connu une augmentation de 6% au lieu de 10,3% en 2011.

² Les investissements publics sont passés de 167 milliards de dirhams en 2011 à 188 milliards de dirhams en 2012

2-2- Situation économique prévue en 2013

Les perspectives économiques nationales en 2013 ont été élaborées sur la base des dispositions de la Loi de Finances 2013 et d'un ensemble d'hypothèses en relation avec l'évolution de la conjoncture nationale et internationale.

Les principales dispositions de la Loi de Finances 2013 portent sur la hausse de la masse salariale publique de 1,3% après 9,2% en 2012, l'accroissement des dépenses de fonctionnement hors salaires de 6,9% et le soutien des prix à la consommation, avec des charges de compensation de l'ordre de 40 milliards de dirhams, après 56 milliards de dirhams en 2012. L'investissement public global, de son côté, devrait se maintenir à 180 milliards de dirhams, en baisse de 4% par rapport à son niveau de 2012.

Les prévisions pour 2013 s'inscrivent dans le scénario d'une production céréalière moyenne de 70 millions de quintaux et d'une consolidation des performances des autres cultures et de l'élevage.

Ces prévisions tiennent compte des incertitudes qui pèsent sur la croissance de l'économie mondiale et des effets de son évolution prévisible notamment, sur la demande extérieure adressée au Maroc, les prix des matières premières et la parité euro/dollar. La demande mondiale adressée au Maroc connaîtrait une progression de 4% en 2013 au lieu de 2% en 2012. Elle proviendrait, en particulier, des pays émergents et en développement à un rythme de 7,9%, des Etats-Unis d'Amérique à un rythme de 4,5% et de la zone Euro à un rythme modeste d'environ 2%. Le cours moyen du pétrole serait en baisse, passant de 105 dollars /baril en 2012 à 99,7 dollars en 2013. Le cours moyen des autres matières premières non énergétiques continuerait sa tendance baissière à un rythme de 3%, après un recul de 9,8% en 2012. De son côté, la parité euro-dollar devrait connaître une hausse, passant de 1,27 en 2012 à 1,33. Après avoir baissé de 4% en 2012, les transferts des marocains résidant à l'étrangers se stabiliseraient en 2013. Les recettes touristiques, qui avaient baissé de 1,6% en 2012, connaîtraient une légère hausse de 1%, alors que les investissements directs étrangers (IDE) consolideraient leur rythme d'accroissement à 3%.

Sur la base de ces hypothèses, les activités non agricoles s'accroîtraient de 4,6% au lieu de 4,8% estimé pour 2012. La valeur ajoutée du secteur primaire devrait progresser de 6,1% après avoir connu un repli de 8,7% en 2012.

Le produit intérieur brut devrait, ainsi, s'accroître de 4,8% en 2013 au lieu de 2,7% en 2012. Au cas où les conditions climatiques devaient rester favorables notamment au printemps, la valeur ajoutée du secteur primaire pourrait connaître une hausse de 13,6% et porterait cette croissance à 5,4%.

En restant dans le scénario d'une croissance de 4,8% en 2013, la demande intérieure devrait rester le moteur de la croissance économique sous l'effet de la poursuite du dynamisme de la consommation finale nationale et de l'investissement brut. Ce dynamisme continuerait à être nourri par la politique budgétaire expansive et une amélioration des revenus agricoles dans un contexte de maîtrise de l'inflation.

La Demande intérieure

La consommation des ménages s'accroîtrait de 6% profitant des effets de la baisse prévisible des prix des matières énergétiques et alimentaires importées, et de l'augmentation de l'autoconsommation dans le monde rural. Sa contribution à la croissance du PIB serait de 3,6 points. La consommation des administrations publiques, de son côté, augmenterait de 3%, avec une contribution à la croissance de 0,6 point. La consommation finale nationale devrait, ainsi, enregistrer une hausse de 5,3% en volume. Sa contribution à la croissance se situant à 4,2 points.

L'investissement brut s'accroîtrait de 4,3% en volume et sa contribution à la croissance serait de 1,5 point, après une contribution négative de 0,6 point en 2012. La formation brute du capital fixe (FBCF), qui en constitue la composante principale, devrait s'accroître de 4,5% et sa contribution à la croissance devrait passer de 0,8 point en 2012 à 1,4 point. La variation des stocks, qui en constitue la deuxième composante devrait se stabiliser, après une baisse de 27% en 2012. Sa contribution serait de 0,1 point à la croissance, après avoir été négative de 1,4 point en 2012.

Au total, la demande intérieure devrait s'accroître de 5% en volume, au lieu de 2,8% en 2012. Sa contribution à la croissance serait de 5,7 points, au lieu de 3,2 points en 2012.

La Demande extérieure

Les exportations de biens et services connaîtraient une amélioration de 2,3% en volume au lieu de 0,8% en 2012, alors que la hausse des importations serait de 3,4% marquant, ainsi, une forte baisse de leur rythme par rapport aux niveaux qu'il avait au cours des années antérieures à 2012. La baisse prévisible, au plan international, des prix des matières premières, ainsi que le volontarisme politique affiché de réduire le rythme des importations pourraient être à l'origine de ce ralentissement.

La demande extérieure devrait, ainsi, continuer à connaître une contribution négative à la croissance du PIB de 0,9 point, sous l'effet de la persistance de la récession des économies européennes, du dynamisme de la demande intérieure et de la faible compétitivité de l'économie nationale.

L'évolution du niveau général des prix

Dans ce contexte, le niveau général des prix se situerait aux alentours de 2% au lieu de 1,3% estimé pour 2012. Les subventions arrêtées pour 2013, en baisse par rapport à leur niveau de 2012, devraient ainsi réduire l'effet de la baisse prévisible de l'inflation importée sur les prix intérieurs.

Le financement de l'économie

L'épargne intérieure, après avoir connu une tendance baissière depuis 2010, connaîtrait une augmentation de 6% portant son montant à 183 milliards de dirhams. Avec une augmentation, en valeur, de 7% de la consommation finale nationale, d'un côté, et du PIB de l'autre, elle représenterait 20,6% du PIB, restant au même niveau qu'en 2012.

Les revenus nets en provenance du reste du monde, compte non tenu des transferts publics courants prévus par le partenariat stratégique du Maroc avec le Conseil de Coopération du Golfe (CCG), devraient représenter environ 3,3% du PIB, contre 4,5% en 2012.

L'épargne nationale devrait, sur la base de ces hypothèses, baisser de 26,1% du PIB en 2012 à 25,6%. Le taux d'investissement brut étant prévu à 34,5% du PIB, le compte épargne-investissement se solderait par un besoin de financement de l'ordre de 9% du PIB, après avoir été de 8,4% en 2012 et 8,1% en 2011.

Le financement de ce déficit, dans l'hypothèse retenue d'une augmentation de 3% des IDE et avec l'objectif de maintien du taux d'endettement public direct à 60% du PIB, devrait être, dès lors, assuré par le recours aux stocks des réserves en devises. Dans ce cas, les avoirs extérieurs nets représenteraient 2,5 mois d'importations en biens et services au lieu de 4 mois en 2012 et 5,1 mois en 2011.

Dans le cas que nous posons comme le plus probable où le Maroc bénéficierait de 2,5 milliards de dollars du partenariat stratégique avec le CCG, le déficit de financement de l'économie nationale se situerait à 6,8% du PIB. De 2,5 mois d'importations, les réserves en devises représenteraient, alors, 3 mois.

Au terme de cette synthèse, il convient de noter que les estimations de croissance pour 2012 seront actualisées par le Haut Commissariat au Plan au printemps 2013, lors de l'arrêt des comptes de la nation pour l'année 2012. Quant aux perspectives économiques pour 2013, elles seront révisées au mois de juin, dans le cadre du budget économique exploratoire pour l'année 2014.

1. L'environnement international

L'économie mondiale aurait progressé à un rythme de 3,3% en 2012, au lieu de 3,8% en 2011 et 5,1% en 2010. Le volume du commerce mondial n'aurait augmenté que de 3,2% au lieu 5,8% en 2011, alors que le cours moyen du pétrole se serait maintenu à un niveau élevé de 105 \$/baril au lieu de 104 \$ en 2011.

Deux facteurs expliquent le ralentissement de l'économie mondiale en 2012. Il s'agit, en premier lieu, de l'impact des politiques de rigueur budgétaire engagées par plusieurs pays avancés, et qui ont entravé la relance de la demande, de la croissance économique et de l'emploi. Le deuxième facteur est lié aux difficultés de retour au fonctionnement normal des marchés financiers, notamment après l'incapacité de rétablissement du dynamisme de l'activité bancaire malgré les interventions massives des Etats et des banques centrales. Ainsi, la crise du secteur bancaire avait accentué la crise des dettes souveraines dans les pays développés, réduisant par conséquent, les marges de manœuvre des politiques budgétaires.

Seule la politique monétaire aurait été à l'origine de cette modeste croissance économique mondiale de 2012. En plus du maintien des taux d'intérêt très bas, les banques centrales ont engagé plusieurs mesures concernant, notamment, l'amélioration de l'intermédiation financière et la baisse des taux d'intérêt en faveur de certains marchés et de certaines catégories d'emprunteurs.

Concernant l'année 2013, les perspectives économiques³, établies vers la fin de l'année écoulée et le début de l'année en cours, ont révisé à la baisse la croissance mondiale pour la situer à 3,6% au lieu de 4,1% prévu au printemps 2012 par le Fonds Monétaire International. L'économie mondiale devrait continuer d'affronter les difficultés du rétablissement de la confiance dans les marchés financiers et les exigences de la relance de la croissance et de l'emploi, dans le contexte de l'ajustement budgétaire mené par plusieurs pays avancés.

La reprise de l'économie mondiale demeure ainsi fragile et incertaine et le niveau du chômage ne cesse d'augmenter dans les pays développés, et ce, malgré l'importance des mesures engagées, depuis 2008, pour faire face à la crise financière et économique.

³ Les perspectives du FMI, l'OCDE, La Commission Européenne et la Banque Mondiale, publiées aux mois d'octobre et novembre 2012

1.1-La croissance économique mondiale selon les grandes zones

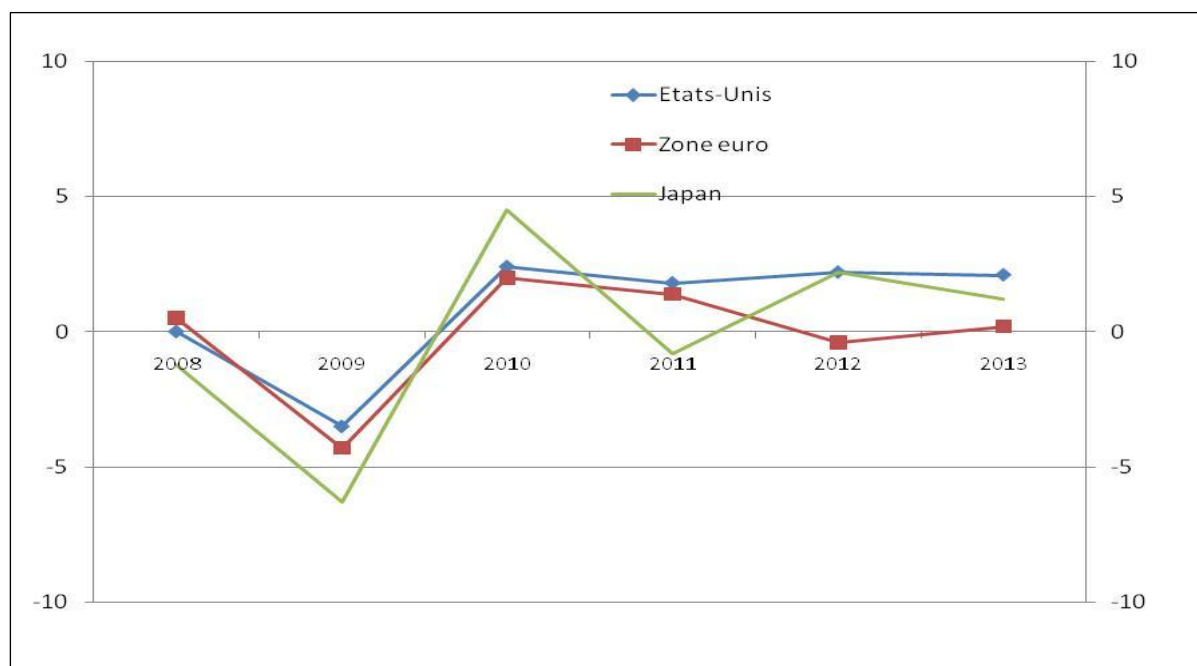
1-1-1.Situation dans les pays développés

La croissance économique se limiterait, globalement, à 1,5% en 2013 dans les pays développés, en raison de la poursuite de la récession dans la zone Euro et d'un nouveau ralentissement de l'activité économique au Japon.

La mise en place de bases solides pour une croissance soutenue et durable dans les pays avancés nécessite, au préalable, un consensus au niveau des décideurs politiques, aussi bien, dans la zone Euro (sur la mise en place de l'Union Bancaire et le Pacte Budgétaire), qu'aux Etats-Unis d'Amérique (nécessité d'un accord entre la Maison Blanche et le Congrès sur le « mur budgétaire », et ce pour éviter une contraction des dépenses publiques qui entrainerait une nouvelle phase de récession de l'économie américaine en 2013).

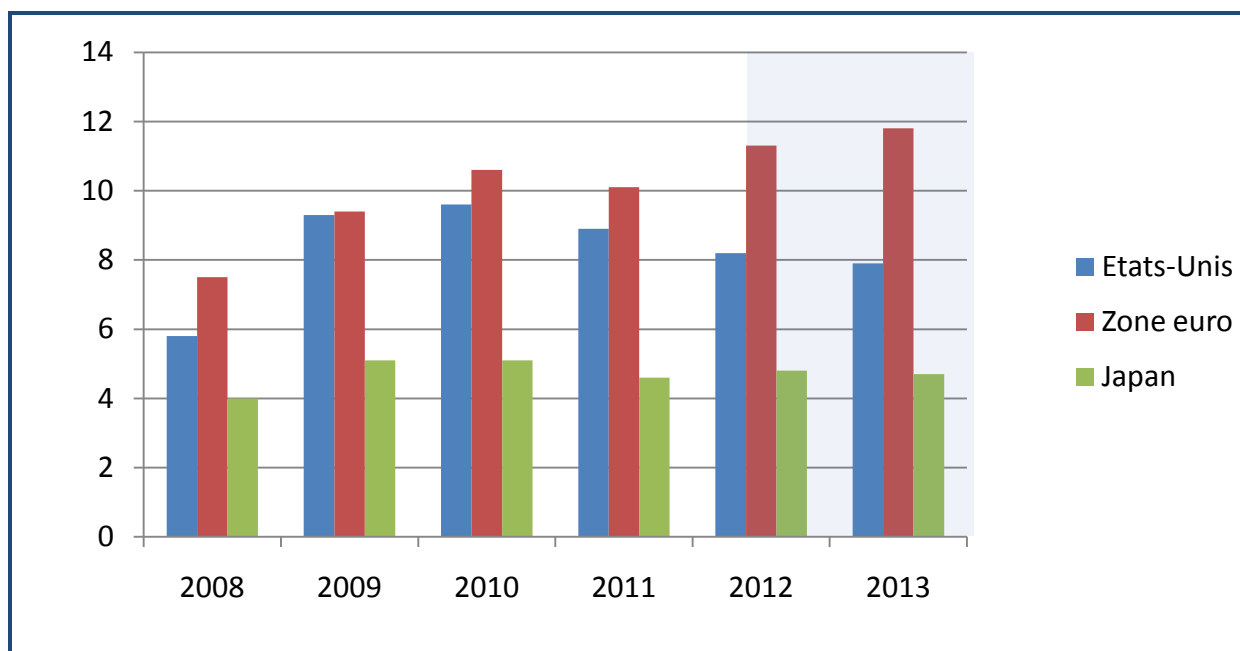
Le graphique n°1, ci-après, montre la fragilité de la reprise des économies avancées en dépit de l'importance des mesures de relances engagées depuis le déclenchement de la crise financière en 2008.

Graphique n°1 : La croissance économique des économies avancées (en %)



Parallèlement, le taux de chômage continuerait sa tendance haussière dans la zone Euro pour atteindre 12% en 2013, alors qu'il poursuit sa décélération aux Etats-Unis d'Amérique pour se situer à 7,9% en 2013 au lieu de 8,2% en 2012. Au Japon, le taux de chômage se maintiendrait à 4,7% en 2013.

Graphe n°2 : Evolution du taux de chômage (en % de la population active)



➤ Les Etats-Unis d'Amérique

L'économie américaine aurait pu consolider sa reprise en 2012, malgré les pertes de production agricole imputables à la sécheresse et les perturbations provoquées par l'ouragan Sandy. Elle maintiendrait son rythme de croissance à 2,1% en 2013 sous réserve qu'un consensus soit trouvé pour la mise en œuvre de la politique de mur budgétaire. Elle devrait bénéficier de la poursuite de l'assouplissement monétaire et d'une stabilité relative du marché immobilier dont l'investissement continuerait dans sa tendance haussière.

Dans ce cadre, la consommation privée continuerait sa reprise, suite à l'amélioration de la situation du marché du travail. Le taux de chômage a connu une décélération, passant de 8,9% en 2011 à 8,2% en 2012 et se situerait à 7,9% en 2013.

Par ailleurs, la poursuite de la politique budgétaire restrictive et d'une politique monétaire accommodante, permettrait au déficit budgétaire de se maintenir dans sa tendance baissière, passant de 10,1% du PIB en 2011 à 8,5%

en 2012 et à 7,3% en 2013. Néanmoins, la dette publique augmenterait légèrement pour atteindre 112,3% du PIB en 2013 au lieu de 109,6% en 2012. L'assainissement approfondi des finances publiques à moyen terme reste, en fait, sous-tendu par la définition d'un plan budgétaire solide, dans le cadre d'un consensus politique qui évitera au pays un retour à la récession.

Compte tenu du risque d'intensification de la crise de la zone Euro et des problèmes du plafond de la dette et du mur budgétaire, l'économie américaine devrait rester fragile en 2013. La Réserve fédérale a pris, à cet effet, une nouvelle série de mesures de relance pour détendre la situation monétaire et financière (quantitative easing ⁴ QE3).

➤ Le Japon

Après une croissance importante au premier semestre 2012, soutenue par les dépenses de reconstruction consécutive au tremblement de terre, la reprise de l'économie nippone a marqué un ralentissement au milieu de cette année, sous l'effet du repli des échanges mondiaux et de la diminution de la demande intérieure. La croissance du PIB aurait atteint un rythme de 2,2% en 2012 après une baisse de 0,8% en 2011. Cette évolution serait attribuable, en particulier, à la progression des investissements et à la légère reprise des exportations, malgré le ralentissement de la demande étrangère et l'appréciation du yen.

En 2013, l'économie nippone devrait retrouver son rythme tendanciel d'environ 1,2%, du fait de la réduction des dépenses de reconstruction. La demande intérieure serait freinée par la hausse prévue du taux de l'impôt sur la consommation ainsi que par les prélèvements temporaires opérés sur les revenus pour financer les dépenses de reconstruction. Les perspectives budgétaires sont devenues incertaines au Japon, en raison d'un niveau élevé du ratio de la dette publique se situant à 249,5% du PIB et d'un déficit budgétaire de l'ordre de 7,9% du PIB en 2013. L'assouplissement de la politique monétaire devrait, par ailleurs, stimuler la croissance et faciliter une sortie de la déflation.

⁴ Pour faire face au ralentissement de l'activité économique, la Réserve Fédérale a mis en œuvre, en septembre 2012, un troisième programme d'assouplissement monétaire (QE3) sous forme d'achat mensuel de 40 milliards de dollars des titres hypothécaires (Mortgage backed securities- MBS) jusqu'à l'amélioration de l'activité du marché du travail. Cette opération dénommée « TWIST » permet de faire basculer vers le long terme la maturité moyenne du portefeuille de bons du Trésor américain détenus par la FED, ce qui lui permet de peser sur les taux à long terme sans créer de monnaie comme elle l'a fait de 2008 à 2011 en augmentant progressivement ce portefeuille par des achats nets de titres.

➤ La zone Euro

La zone Euro devrait rester dans sa récession en 2013, suite à la forte réduction de la production dans les pays de la périphérie, qui continueraient d'être pénalisée par les politiques budgétaires rigoureuses et de la situation financière tendue. Toutes les perspectives de la zone Euro font ressortir une dégradation de la confiance, suite à l'insuffisance des mesures prises par les pouvoirs publics ne permettant pas d'atténuer le risque d'événements déstabilisateurs dans la zone et l'impact de la rigueur budgétaire sur la demande intérieure. Les grandes puissances de la zone devraient enregistrer une croissance faible et une orientation à la hausse du chômage.

De ce fait, des mesures décisives s'imposent pour améliorer la situation financière et corriger les déséquilibres enracinés à l'échelle de la zone. Il s'agit notamment de la mise en œuvre de réformes structurelles en s'appuyant sur la viabilité de la zone Euro (consensus sur la mise en place de l'Union Bancaire et du Pacte Budgétaire⁵), et la capacité des pays de la périphérie d'opérer les ajustements budgétaires et structurels.

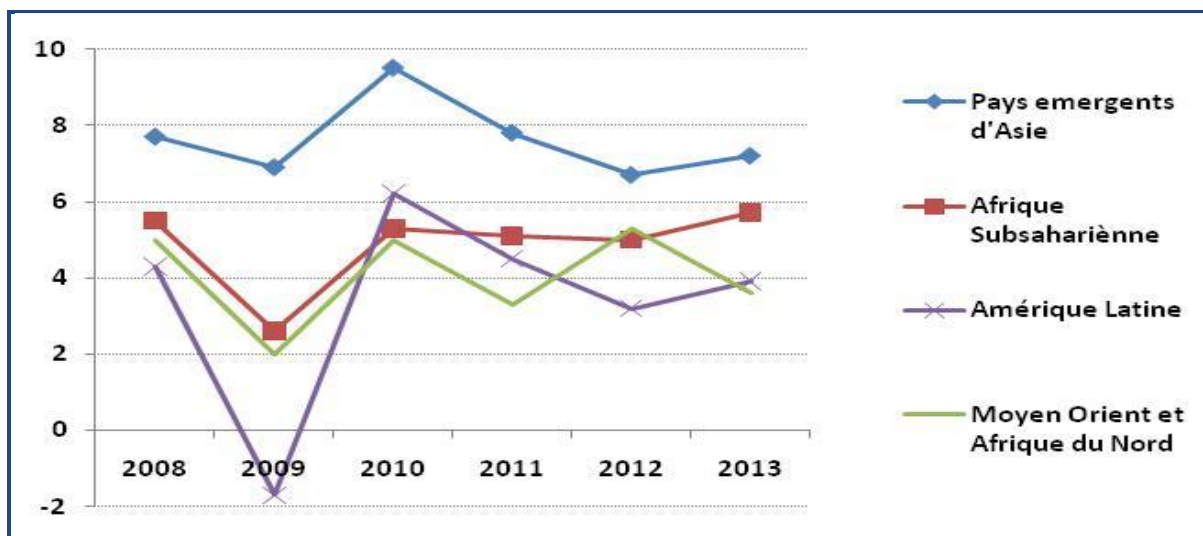
1-1-2. Les pays émergents et en développement

La croissance des économies émergentes et en développement continuerait de progresser, mais à un rythme moins élevé. Le taux de croissance ne devrait pas retrouver son niveau d'avant-crise, en se situant à 5,6% en 2013 au lieu de 5,3% en 2012.

L'orientation expansionniste des politiques monétaire et budgétaire pourrait compenser l'effet de freinage exercé par la faiblesse de la demande extérieure et des facteurs internes. Ainsi, la progression de l'emploi et la vigueur de la consommation, conjuguée à un assouplissement des politiques macroéconomiques, devraient continuer à alimenter la demande intérieure.

⁵ Le pacte budgétaire, officiellement appelé Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, est un mécanisme portant sur la convergence de l'union économique et monétaire dans la zone EURO.

Graphe n°3 : Croissance économique dans les pays émergents (en %)



Toutefois, si la croissance économique se situerait à près de 7% dans les pays émergents d'Asie et de 6% dans ceux d'Afrique subsaharienne, elle n'aurait pas dépassé 4% dans ceux d'Amérique Latine et du Moyen Orient et Afrique du Nord, induisant de grandes différences en matière des taux de chômage. Ceux-ci resteraient très élevés dans les pays qui ont été touchés par la crise (pays d'Europe centrale et orientale.), mais relativement faibles dans la plupart des pays en développement d'Asie et d'Amérique latine.

1.2. L'évolution des prix des matières premières

La reprise modérée de l'économie mondiale en 2013 entrainerait une légère hausse du commerce international, passant de 3,2% en 2012 à 4,5% en 2013. Cette légère hausse n'aurait pas d'effet sur les prix des matières premières qui continueraient leur tendance à la baisse, notamment, les prix des produits non énergétiques. Ces derniers enregistreraient un recul de 2,9% après une baisse de 9,5% en 2012. De son côté, le cours moyen du pétrole brut serait en diminution, passant de 105 dollars/baril en 2012 à 99,7 dollars en 2013. Ce recul des prix des matières premières, devraient apaiser les tensions inflationnistes, dont le taux passerait de 6,1% en 2012 à 5,8% en 2013 dans les pays émergents et en développement et de 1,9% à 1,6% respectivement dans les pays avancés.

2. L'économie nationale en 2012

L'activité économique nationale a subi les effets de plusieurs facteurs contraignants en 2012. Il s'agit de la persistance de la récession économique de la zone Euro, du niveau élevé des cours internationaux de pétrole brut et des conditions pluviométriques défavorables à la production agricole nationale. Toutefois, elle a continué de bénéficier d'une politique budgétaire expansive en matière d'investissement et de soutien des prix à la consommation, ainsi que d'une politique monétaire appropriée ciblant l'inflation et visant à assurer un financement adéquat aux besoins des agents économiques. Ceci a pu consolider le dynamisme, malgré son ralentissement, de la demande intérieure, mais au détriment, toutefois, de l'accentuation des déficits macroéconomiques interne et externe.

2.1. La croissance économique

La croissance du PIB a enregistré un net ralentissement en 2012, pour se situer à 2,7% au lieu de 5% en 2011, soit environ une perte de 2 points par rapport à la moyenne de la période 2008-2011 qui s'élève à 4,7%. La valeur ajoutée du secteur primaire aurait connu un fléchissement de 8,7%, alors que celle des activités non agricoles aurait progressé à un rythme de 4,8%, profitant de l'importance des dépenses de l'Etat, en matière d'investissement, de salaires et de soutien des prix à la consommation.

2.1.1. Les activités non agricoles

➤ Le secteur secondaire

Les activités du secteur secondaire auraient connu un léger ralentissement, progressant de 3,2% en 2012 au lieu de 4% en 2011. Le dynamisme des activités de l'énergie, des travaux publics et de l'industrie automobile aurait compensé le ralentissement de l'activité des phosphates et dérivées, du bâtiment et des industries électriques et électroniques.

Les industries manufacturières auraient évolué dans un contexte économique peu favorable, suite au ralentissement de la demande mondiale adressée au Maroc. Leur valeur ajoutée globale aurait progressé à un rythme de 2,1%, en légère baisse par rapport à 2,3% enregistré en 2011. Cette évolution a été tirée, essentiellement, par la bonne tenue de l'industrie automobile, de l'industrie d'habillement et des industries alimentaires. Par ailleurs, le taux d'utilisation des capacités de production a atteint 71,8% en moyenne à fin novembre 2012, soit une légère perte de 0,8 point par rapport à la même période de l'année 2011.

Parallèlement, **le secteur des mines** a connu un net ralentissement en 2012, enregistrant un rythme de croissance estimé à 1,6% au lieu de 5,9% en 2011. Les indicateurs de ce secteur font ressortir des baisses de 3,7% de la production du phosphate roche et de 3,6% la production d'acide phosphorique à fin novembre 2012 ainsi que la bonne tenue de la production des engrais qui a augmenté de 12,6%. Globalement, le chiffre d'affaires à l'export du groupe Office Chérifien des Phosphates (OCP) s'est élevé à 48,5 milliards de dirhams à fin décembre 2012, soit une légère hausse de 0,1% par rapport à l'année 2011, suite à l'accroissement de 1,1% des exportations du phosphate roche, compensant la légère baisse de 0,6% des exportations des dérivées.

Le secteur de l'énergie aurait, quant à lui, consolidé sa croissance en 2012, marquant une hausse de sa valeur ajoutée de l'ordre de 11,5% au lieu 6,5% en 2011. Cette évolution est attribuable à une orientation favorable de l'activité du raffinage et à la bonne tenue de la production et de la consommation d'électricité.

La production de l'énergie électrique aurait progressé de 9,4% durant les onze premiers mois de l'année 2012, suite à l'accroissement de la production électrique d'origine thermique de 14% et d'origine éolienne de 7%. La production électrique d'origine hydraulique aurait baissé de 24%.

De son côté, la consommation de l'énergie électrique se serait appréciée de 7,7% durant la même période. Cette évolution couvre une consolidation des ventes de l'énergie électrique à haute tension de 7%, utilisée, principalement par le secteur industriel. Pour sa part, la consommation de l'énergie électrique à basse tension a augmenté de 10%, après une hausse de 9,4% un an auparavant. Quant à l'activité du raffinage, la production des produits pétroliers a augmenté de 6,2% à fin octobre 2012, alors que leur exportation a enregistré un rebondissement, totalisant 8,8 milliards de dirhams à fin 2012 contre 3 milliard en 2011.

Concernant le **secteur du bâtiment et travaux publics**, sa valeur ajoutée a connu un rythme de croissance en ralentissement, de l'ordre de 3,5% au lieu de 4,2% en 2011. Les indicateurs quantitatifs de ce secteur font apparaître une baisse des ventes du ciment de 1,6% à fin décembre en glissement annuelle et un léger ralentissement de l'encours du crédit immobilier à fin 2012 à 6,12%, recouvrant une hausse de 7% des crédits accordés à l'habitat et un repli de 0,9% de ceux accordés aux promoteurs immobiliers.

Cependant, le secteur continue de bénéficier des programmes de logements sociaux, de la progression de l'auto-construction et de la poursuite de la politique des grands projets structurants d'infrastructures et d'aménagement

urbain. L'investissement global du secteur public consolidé aurait atteint 188 milliards de dirhams en 2012, soit une hausse de 13,2% par rapport à 166 milliards de dirhams réalisé en 2011.

➤ *Le secteur tertiaire*

Les activités du secteur tertiaire (services marchands et non marchands) auraient dégagé une valeur ajoutée de 5,7% en 2012 au lieu de 6% en 2011. Ce résultat est attribuable à la consolidation des activités des services marchands de 4,4% et également à l'accroissement de 11,7% de la valeur ajoutée des services non marchands (services fournis par les administrations publiques).

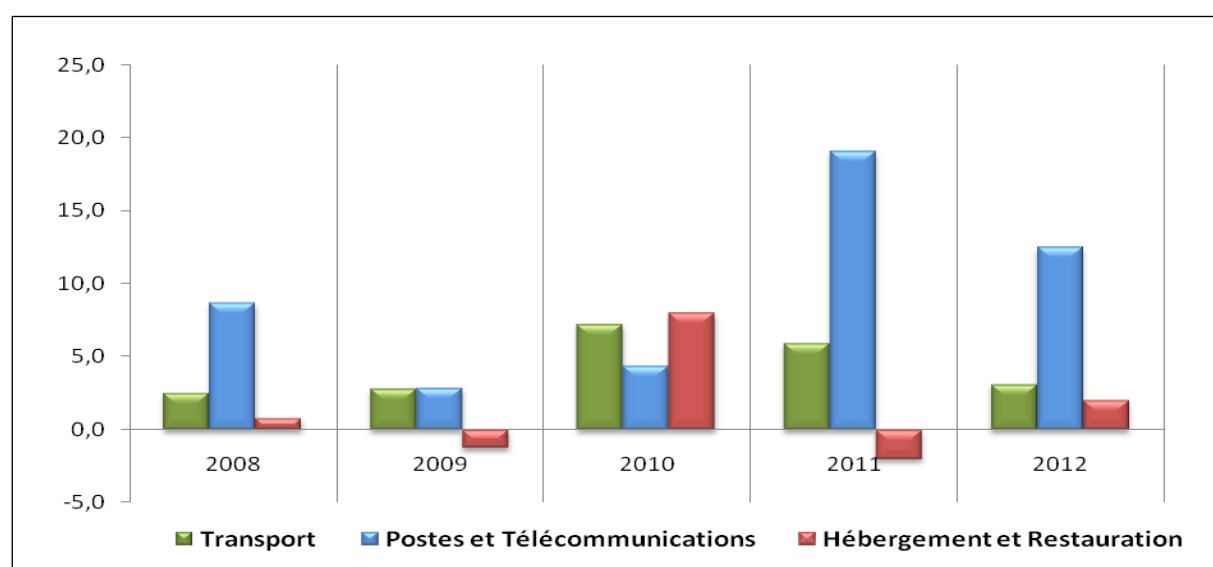
Le secteur des télécommunications a été marqué en 2012 par une bonne orientation des principales activités, comme en témoignent les résultats à fin décembre 2012, notamment de la téléphonie mobile et l'internet, alors que la téléphonie fixe a accusé un nouveau recul. Le parc global de la téléphonie mobile a atteint près de 39 millions d'abonnés contre 36,5 million en 2011. Celui de l'internet a atteint 3,95 millions d'abonnés, profitant du bon comportement du parc 3G. Cette progression des parcs de la téléphonie mobile et de l'Internet, a permis de contrebalancer la baisse enregistrée au niveau du parc de la téléphonie fixe comptant 3,27 millions d'abonnés, qui continue de pâtir de la concurrence de la téléphonie mobile.

Le dynamisme du secteur des télécommunications aurait été favorisé par la baisse continue des prix des communications. Les prix moyens de la téléphonie mobile et de la téléphonie fixe ont connu à fin décembre 2012 des baisses respectivement de 27%, 14%. A leur tour, les activités des centres d'appel installés au Maroc maintiennent leur bon comportement, générant en 2012 des recettes de l'ordre de 4,4 milliards de dirhams, en hausse de 17,7%, comparativement à la même période de l'année 2011.

Du côté de **l'activité touristique**, le nombre d'arrivées a atteint 8,7 millions de touristes, en légère hausse de 0,3%. Cette évolution résulte de l'augmentation de 2% des touristes étrangers à fin novembre, qui a permis de contrebalancer la régression des arrivées des Marocains Résidant à l'Etranger (MRE) de 1%. En outre, le nombre des nuitées, réalisées dans les établissements d'hébergement classés, aurait atteint 16,3 millions a fin novembre en augmentation de 3% par rapport à l'année précédente, en liaison avec la progression de 11% des nuitées réalisées par les touristes résidents, tandis que celles des non résidents a été limitée à 1%. De ce fait, le taux d'occupation moyen des chambres s'est stabilisé à 41%. Globalement, les recettes touristiques auraient totalisé 58,1 milliards de dirhams en 2012, en baisse de 1,6% par rapport à 2011.

Les activités du transport, quant à elles, auraient connu une croissance modeste. Ainsi, l'activité de l'Office National des Chemins de Fer a poursuivi son dynamisme en 2012, par le biais du transport de voyageurs qui a atteint 36 millions de clients et également l'expansion de l'activité fret de 30% par rapport à l'exercice 2011. En revanche, **le trafic aéroportuaire** aurait enregistré un recul du trafic des voyageurs de 3,6% et du trafic du fret de 5,6% en glissement annuel en 2012, en relation, notamment, avec la conjoncture internationale difficile du secteur. De même, **l'activité portuaire** globale (y compris le transbordement au port de Tanger Med) aurait affiché une baisse de 4,8%, dû particulièrement au recul de la demande adressée au Royaume, notamment des pays d'Afrique de l'Ouest et d'Asie. Dans ce cadre, le volume du trafic national, représentant 83,6% du trafic global ayant transité par les ports nationaux, continue de se comporter favorablement, en augmentation de 5,5%.

Graphe 4 : Poursuite du dynamisme des principales activités du secteur tertiaire en%



2.1.2. Les activités du secteur primaire

La valeur ajoutée du secteur primaire aurait enregistré une baisse de 8,7% par rapport à 2011, en raison des conditions climatiques non favorables durant la campagne agricole 2011/2012. La production céréalière a atteint 51 millions de quintaux, en baisse de 38% par rapport à la campagne précédente.

Le secteur de la pêche, quant à lui, a poursuivi sa tendance haussière, aussi bien, en termes de captures qu'en termes des ventes à l'étranger. Les débarquements des produits de la pêche côtière et artisanale ont atteint environ 1,2 million de tonnes pour une valeur de 5,5 milliards de dirhams, à

fin 2012, en hausse de 21% en termes de poids, et de 2% en termes de valeur, par rapport à l'année 2011.

2.2. L'évolution des composantes de la demande

La demande intérieure reste le moteur de la croissance économique nationale en 2012, avec une contribution de 3,2 points à la croissance au lieu de 6,3 points en 2011. Le dynamisme de la demande intérieure s'explique, en grande partie, par la consolidation de la contribution de la consommation finale nationale qui s'est maintenue à 3,7 points de croissance, dont 2,8 points provenant de la consommation finale des ménages et 0,9 point provenant de la consommation des administrations publiques.

La consommation finale des ménages aurait connu un ralentissement en 2012, progressant à un rythme de 4,8% en volume au lieu de 7,4% en 2011, suite à la baisse des revenus agricoles et au recul des transferts des MRE de 4% en 2012. Toutefois, cette consommation continue de bénéficier de l'évolution favorable des crédits à la consommation, en hausse de 9,7%, et de l'importance de la masse salariale publique, en progression de 9,2% en 2012. Elle aurait bénéficié également de la maîtrise de l'inflation, située à 1,3%, selon le prix implicite du PIB, attribuable à la forte révision à la hausse des dépenses publiques de subvention des prix à la consommation, qui ont atteint 53 milliards de dirhams au lieu de 48,8 milliards en 2011.

Pour sa part, la consommation des administrations publiques aurait connu une hausse de 5% en volume attribuable à une progression des dépenses publiques en biens et services (non compris les salaires) de 19,2% au lieu d'une légère baisse de 0,8% enregistrée en 2011.

De son côté, la formation brute du capital fixe (FBCF) aurait maintenu sa contribution à la croissance du PIB, à 0,8 point en 2012. Cependant, la variation des stocks aurait connu une baisse significative en 2012, ce qui a entraîné une contribution négative de 1,4 point en 2012 au lieu d'une contribution positive de 0,5 point en 2011.

La demande extérieure, exprimée par le solde des échanges en biens et services, aurait affiché un allègement de sa contribution négative à la croissance du PIB, passant de - 1,5 points en 2011 à -0,5 points en 2012. Les exportations se sont accrues de près de 3,8% en valeur au lieu de 12,4% une année auparavant. Parallèlement, la maîtrise des importations de biens et services, progressant à un rythme très modeste de 5,3% en valeur au lieu de 18,8% en 2011, aurait atténué l'accentuation du déficit en ressources, pour se situer aux environs de 14,9% du PIB en 2012 au lieu de 14,2% en 2011 et 10,7% en 2010.

Au niveau des importations, les principaux produits en hausse sont essentiellement les produits énergétiques de 14,8%, les biens d'équipements de 7,9% et les biens de consommations de 5,2%. Les demi-produits et les produits bruts, en revanche, sont en baisse respectivement de 1,9% et de 2,9% en 2012.

S'agissant des exportations, l'année 2012 a été marquée par un rebondissement des ventes des produits énergétiques à un rythme de 39,4%, en totalisant 6,3 milliards de dirhams au lieu de 4,5 milliards de dirhams en 2011. De même, les exportations de voitures de tourisme ont atteint 7 milliards de dirhams au lieu 892 MDH seulement en 2011. Les exportations de conserves de poissons auraient affiché également une hausse de 27,9% pour atteindre 5,4 milliards de dirhams en 2012. Toutes ses augmentations auraient permis de compenser la quasi-stabilité des exportations des phosphates et de ses dérivées et la baisse des ventes des produits électriques et électroniques.

Dans ce cadre, il est noté une certaine diversification des marchés à l'export des produits marocains. L'évolution de la structure des exportations par marché fait ressortir une diminution des parts des principaux partenaires européens durant les dernières années, en faveur de l'amélioration de la part de certains pays émergents. La part de la France dans le total des exportations a diminué d'environ 7 points entre 2006 et 2012, passant de 29% à 22,6%. De même pour l'Espagne qui a vu sa part reculer d'environ 3,5 points, passant de 20,2% à 16,9% durant la même période. En revanche, la part du Brésil s'est située à 5,6% en 2012 au lieu de 2,3% en 2006, celle de l'Inde à 5,2% au lieu de 4% et celle des Etats-Unis d'Amérique à 2% au lieu de 4%. Les parts des autres pays émergents tels que la Turquie, le Singapour, la Russie, le Pakistan ne cessent d'augmenter, montrant ainsi l'effort d'une diversification accrue des exportations marocaines.

2.3. Le financement de l'économie⁶

➤ L'épargne nationale

Dans un contexte marqué par les effets de la récession des principaux partenaires économiques du Maroc et par la baisse des revenus agricoles en 2012, l'épargne nationale aurait suivi sa tendance baissière passant de 27,9% du PIB, avec 224 milliards de dirhams en 2011 à 26,1% du PIB, avec 217 milliards de dirhams en 2012.

Ceci s'explique, en premier lieu, par le recul de l'épargne intérieure d'environ 2,2% par rapport à son niveau de 2011. En effet, l'augmentation rapide de la

⁶ Les indicateurs et les rythmes d'évolution sont calculés sur la base des statistiques du Ministère des Finances et de Bank Al Maghrib

consommation finale nationale (6,9% en 2012), en comparaison avec la croissance du PIB à prix courant (4% en 2012) aurait réduit les capacités de l'épargne intérieure. Celui-ci aurait affiché un taux en baisse, passant de 22,9% du PIB ou (183,7 milliards de dirhams) en 2011 à 20,7% du PIB ou 172,8 milliards de dirhams en 2012.

En second lieu, les revenus nets en provenance du reste du Monde, représentant 4,5% du PIB, aurait également connu une nouvelle baisse de 6,7% en 2012 après celle de 5,3% en 2011, sous l'effet du recul des transferts des MRE de 4% et de l'accroissement des rapatriement des revenus de capital par les entreprises étrangères qui exercent au Maroc.

➤ **L'investissement brut**

L'investissement brut (FBCF et variation des stocks) aurait enregistré, de son côté, une baisse estimée à 0,4% en 2012 au lieu d'une hausse de 7,6% en 2011. Sa part dans le PIB aurait également diminué, passant de 36,0% en 2011 à 34,5% en 2012. Ce niveau d'investissement reste, néanmoins, parmi les plus élevés au Monde. La moyenne des pays émergents et en développement est passée de 27% du PIB durant la période 2000-2009 à 31,4% en 2010 et 2011. Dans les pays avancés, la moyenne des taux d'investissement est passée de 20,7% du PIB durant la période 2000-2009 à 18,8% du PIB en 2010 et 2011.

➤ **Les capacités de financement de l'économie nationale**

Le Compte Epargne-Investissement, donnant une image de la situation de financement de l'économie nationale, aurait dégagé un déficit en légère accentuation, de l'ordre de 8,4% du PIB en 2012 au lieu de 8,1% en 2011, ce qui est également synonyme de la poursuite de la détérioration de l'équilibre des transactions courantes de la balance de paiements. Ce gap de financement met en exergue ainsi les fragilités du commerce extérieur et à la faible compétitivité de l'économie nationale, dans la mesure où le déficit commercial demeure à l'origine de l'élargissement des besoins de financement.

Ce gap trouve également son origine dans la détérioration des équilibres des finances publiques. Les dépenses courantes de fonctionnement et d'investissement ainsi que celle liées au soutien des prix à la consommation se situent aujourd'hui à des niveaux qui dépassent les capacités de financement de l'Etat.

➤ **Les finances publiques**

L'exécution de la Loi de Finances est sous-tendue par la politique budgétaire expansive. Il en découle une aggravation du déficit budgétaire pour la deuxième année consécutive. Celui-ci aurait atteint environ 7% du PIB en 2012, après avoir été de 6,2% une année auparavant. Cette tendance est attribuable à la hausse des dépenses courantes, constituant 26% du PIB, de

12% par rapport à 2011, alors que les recettes courantes, représentant 21,9% du PIB, auraient progressé de 4,2% seulement en 2012.

L'accroissement des dépenses publiques est attribuable à la hausse de 13,6% des dépenses de fonctionnement (salaires et autres biens et services) et à un accroissement de 8,5%, des charges de subvention, totalisant 56 milliards de dirhams en 2012. Parallèlement, la hausse des recettes publiques courantes de 4,2% aurait pour origine l'amélioration des recettes fiscales de 6,6% et un recul des recettes non fiscales de 9,6% en 2012.

Il en découle, ainsi, un déficit du solde courant (ou épargne publique) estimé à 2,4% du PIB au lieu d'un déficit de 0,3% du PIB en 2011. Parallèlement, les dépenses d'investissement des administrations publiques auraient progressé de 4,2%, pour atteindre 6,2% du PIB en 2012, créant une accentuation des besoins en ressources pour financer les actions courantes de l'Etat et ses programmes d'équipement.

Il convient de noter, à cet égard, que le solde primaire du budget de l'Etat, représentant le niveau du déficit budgétaire non compris les dépenses en intérêts de la dette publique, est devenu négatif depuis 2010 et ne cesse de prendre de l'ampleur, passant de 2,4% du PIB en 2010 à 4% en 2011 et à 5% en 2012. Cela veut dire que le financement du déficit budgétaire, par le biais d'endettement, sert également à couvrir les intérêts de la dette publique. Ceci aurait accéléré la hausse de ratio de la dette publique estimé à 58,5% du PIB en 2012 au lieu de 54,2% en 2011.

➤ **Le marché monétaire**

L'activité du secteur monétaire aurait été affectée par la baisse des réserves en devises et du ralentissement de l'activité du crédit. Ainsi, la masse monétaire aurait continué son ralentissement, pour s'accroître au rythme de 4,7% au lieu de 6,9% en 2011.

Les avoirs extérieurs nets auraient diminué de 18% en 2012, après celle de 12,4% en 2011. Le montant des avoirs extérieurs nets a atteint 138 milliards de dirhams à fin 2012, représentant 4 mois d'importations des biens et services en 2012 au lieu de 5,1 mois en 2011. De même, les crédits à l'économie sont en ralentissement également, passant d'un rythme d'accroissement de 10,3% en 2011 à 6% en 2012. Dans ce cadre, les crédits immobiliers et les crédits à la consommation sont en amélioration de 6,12% et 10% respectivement, alors que les crédits à l'équipement sont en baisse de 1,8%.

Toutefois, malgré le ralentissement de la création monétaire, le taux de liquidité (M3 rapporté au PIB) demeure élevé, dépassant 120% en 2012.

3. Les perspectives de l'économie nationale en 2013

La croissance de l'économie nationale devrait bénéficier du dynamisme des activités non agricoles, entretenue par les marges de manœuvre, encore disponibles cette année, de la politique budgétaire et par les conditions climatiques favorables à l'activité agricole.

Le scénario moyen présenté dans ce budget économique est élaboré, comme chaque année, sur la base des données de la loi de finances 2013, de l'évolution de la campagne agricole, et des nouvelles tendances caractérisant l'environnement international.

3.1. Les hypothèses sous-tendant les prévisions

La campagne agricole 2012-2013 : Le lancement de la campagne agricole 2012-2013 s'est déroulé dans des conditions assez favorables. La production des cultures céréalières atteindrait, selon un scénario moyen, environ 70 millions de quintaux, soit une hausse de 37,2% par rapport au résultat de la campagne précédente. Les autres activités du secteur primaire devraient, également, bénéficier, en plus du cumul pluviométrique bien réparti dans le temps et dans l'espace, des mesures programmées dans les plans régionaux de la Stratégie « Maroc Vert ».

Les finances publiques : Les dispositions fiscales et budgétaires, ainsi que les actions de politique économique, retenues dans la Loi de Finances 2013 sont prises en considération dans l'élaboration de ces prévisions. Il s'agit en particulier, de l'amélioration des dépenses de fonctionnement de 3,2% après une hausse de 13,6% en 2012, du maintien de l'investissement global du secteur public à 180 milliards de dirhams au lieu de 188 milliards en 2012, et des dépenses de subvention des prix à 40 milliards de dirhams au lieu de 56 milliards en 2012.

La politique monétaire : La Banque Centrale (Bank Al-Maghrib) devrait poursuivre son intervention pour cibler l'inflation et répondre aux besoins des agents économiques à des conditions adéquates;

Les facteurs extérieurs : La demande mondiale adressée au Maroc augmenterait de 4% en 2013 au lieu de 2% en 2011. Cette demande proviendrait essentiellement des pays émergents, avec un rythme de 7,9%, des Etats -Unis d'Amérique, avec un rythme de 4,5% et de la Zone Euro, avec un rythme modeste d'environ 2%. Les prix des matières premières seraient marqués par la persistance du cours moyen du pétrole à un niveau élevé de 99 \$/baril en 2013. Le cours moyen des matières premières non énergétiques

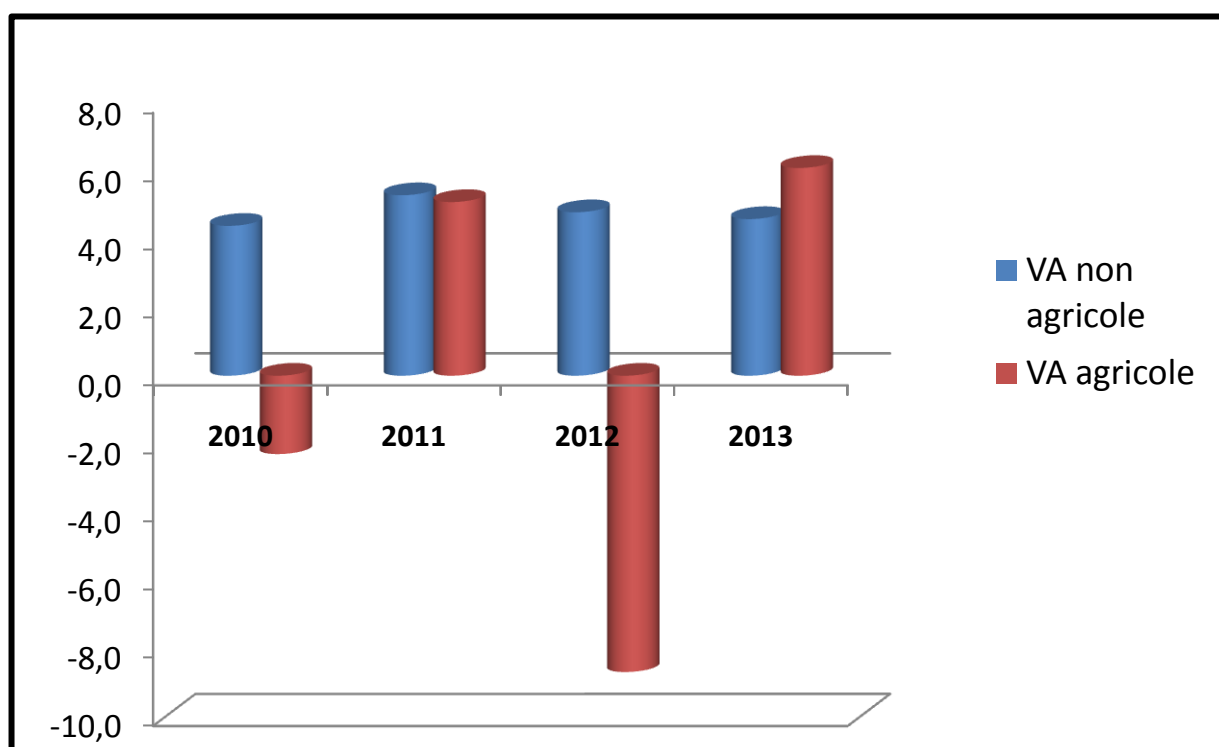
connaîtrait une nouvelle baisse d'environ 3%, après celle de 9,8% en 2012. La parité euro-dollar, quant à elle, serait de 1,33. Il est supposé également une stabilité des transferts des marocains résidant à l'étranger après la baisse de 4% en 2012, une hausse de 1% des recettes touristiques, après la baisse de 1,6% et une amélioration de 3% des investissements directs étrangers.

3.2. La croissance économique

Le Produit intérieur brut s'accroîtrait, sur la base des hypothèses retenues ci-dessus, de 4,8% en volume en 2012 au lieu de 2,7% en 2011. Dans ce cadre, la valeur ajoutée du secteur primaire devrait progresser de 6,1% au lieu de la baisse de 8,7% en 2012, alors que les activités non agricoles seraient, globalement, en hausse de 4,6% au lieu de 4,8% en 2012.

Les activités non agricoles (secteurs secondaire et tertiaire) devraient continuer de s'accroître à un rythme soutenu, et ce malgré les impacts négatifs de la poursuite de la récession de la zone Euro en 2013, principal partenaire commercial du Maroc. Ces activités profiteraient de la vigueur de la demande intérieure et de la maîtrise de la hausse des prix intérieurs.

Graphe 5: Evolution de la croissance du secteur primaire et celle des activités non agricoles en %



3-2-1. Les secteurs non agricoles : activités secondaires et tertiaires

➤ Le secteur secondaire

Les activités du secteur secondaire seraient en progression de 4% en 2013 au lieu de 3,2% estimé pour 2012, suite à la consolidation du dynamisme du bâtiment et travaux publics, et à la relance de la valeur ajoutée minière, de celle des industries de transformation, notamment avec l'amélioration attendue de la demande mondiale adressée au Maroc en 2013 et de la consolidation des actions entreprises en faveur des activités énergétiques.

Le secteur du **bâtiment et travaux publics** devrait poursuivre son dynamisme retrouvé en 2012, en profitant de la poursuite des grands chantiers d'infrastructures économiques et sociales de l'Etat et des établissements publics. S'agissant de l'activité du bâtiment, le logement social devrait connaître la réalisation des chantiers prioritaires durant la période 2013-2016, afin de consolider la politique engagée durant la dernière décennie, visant le renforcement de l'offre pour atteindre une production de 170.000 unités par an.

Il s'agit particulièrement :

- Du programme villes sans bidonvilles, notamment, les 7 nouvelles villes sans bidonvilles (Droua, Bouarfa, Oujda, Souk Sebt - Ouled Nema, Tanger, Targuist et Touissit), la conclusion du contrat-ville de Taza et de conventions de financement relatives au programme villes Sans Bidonvilles Skhirat et Témara, la poursuite du programme d'habitat social dans les provinces du sud du Royaume et le programme d'éradication des bidonvilles au niveau du Grand Casablanca ;
- De l'adoption de nouvelles mesures pour booster davantage la production annuelle à faible valeur immobilière et la porter à 9.000 unités ;
- De la production de 20.000 unités dédiées à la classe moyenne ;
- Du développement des modalités de la planification spatiale et l'institutionnalisation et la mise en œuvre de la convergence, à travers l'exécution d'un plan de relance opérationnel des villes nouvelles et du programme de mise à niveau des villes et de réhabilitation des tissus anciens ;
- De la mise en place des fondements de la politique de la ville (Création de l'Agence Nationale du Renouvellement Urbain et de l'Intervention au niveau de l'habitat menaçant ruine en décembre 2013).

S'agissant des **travaux publics**, le caractère pluriannuel des grands projets d'infrastructures et le lancement de nouveaux projets, en particulier, les projets des routes et autoroutes, l'extension des aéroports, ainsi que les grands

projets d'aménagement urbain, sont autant de facteurs qui favoriseraient la pérennisation du dynamisme de l'investissement global du secteur public en 2013.

De son côté, **le secteur minier** devrait connaître une reprise en 2013 après le ralentissement de 2012, profitant non seulement de la nouvelle stratégie de l'Office Chérifien des Phosphates (OCP), mais également du lancement d'un programme ambitieux de la société «Managem », à partir de 2013, qui s'occupe de la production des autres minerais comme, le cuivre, l'or, le fer, etc.

L'activité minière sera marquée, en 2013, par le renforcement des moyens de gestion et de contrôle du patrimoine minier, la finalisation du projet de loi sur les mines, la préparation de ses textes d'application et le lancement d'une nouvelle stratégie de développement du secteur minier national.

Au niveau du secteur des **industries de transformation**, l'activité serait soutenue par l'implantation des grandes sociétés au Maroc, notamment dans le secteur de l'automobile (Renault et ses sous-traitants), de l'aéronautique (bombardier) et de la transformation des phosphates en engrais et acides phosphoriques. Le renforcement de lignes de financement spécifiques aux petites et moyennes entreprises (PME/PMI) devrait par ailleurs stimuler les activités industrielles en 2013.

Le secteur industriel bénéficie également d'un ensemble de mesures dans le cadre de la loi des finances 2013. Elles concernent l'accélération de la mise en œuvre de la stratégie Emergence, le développement de nouvelles filières industrielles à forte valeur ajoutée et le développement de la sous-traitance industrielle, du transfert de technologie et de l'intégration industrielle.

Le secteur de **l'énergie**, pour sa part, devrait bénéficier de la consolidation de la demande intérieure en 2013 et de la légère baisse des cours internationaux du pétrole. Ainsi, la production d'électricité dans toutes ces composantes, notamment, d'origine thermique, éolienne et solaire, continuerait de contribuer largement à la valeur ajoutée de ce secteur. Ce secteur devrait être soutenu, par ailleurs, par les actions de politique publique engagées visant:

- La poursuite de l'adaptation du cadre institutionnel et de régulation du secteur, à travers, l'élaboration de l'arrêté fixant l'accès au réseau national Moyenne Tension (MT) et de l'arrêté instituant la redevance annuelle du droit d'exploitation d'une installation de production de l'électricité destinée à l'exportation à partir des énergies renouvelables ;
- Le renforcement de l'offre électrique, à travers la mise en production entre 2013 et 2016, de nouvelles grandes centrales (deux Unités électriques à charbon propre d'une puissance de 350 MW, une centrale de 350 MW à Jerada,

la centrale solaire d'Ouarzazate de 500 MW, la centrale solaire de Ain Bani Mathar (400 MW), une Station de Transfert d'Énergie par Pompage STEP de 350 MW..). Ces projets dont le montant d'investissement cumulé s'élève à 94 milliards dirhams permettront, à l'horizon 2016, l'installation d'une puissance électrique supplémentaire de l'ordre de 4.752 MW.

- Le développement des énergies vertes à travers les Plans Solaire et Eolien et la poursuite du programme national d'efficacité énergétique.

➤ Le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire (services marchands et non marchands) dégagerait une valeur ajoutée en augmentation de 4,9%, après 5,7% en 2012. Ce ralentissement s'explique, notamment, par l'accroissement modéré de la valeur ajoutée des services non marchands en comparaison avec 2011, et ce en raison d'une éventuelle stabilisation de la masse salariale dans les administrations après les fortes hausses de 2011 et 2012, sous l'effet des avancements de grade et de recrutement opérés.

Cependant, les services marchands devraient afficher une légère hausse de leur croissance, suite à la consolidation du dynamisme de la demande intérieure, et aux effets d'une bonne campagne agricole 2012-2013 sur l'activité du commerce et des transports. En outre, l'année 2013 connaîtrait une confirmation des tendances à la hausse des activités des services des télécommunications et des services financiers

Dans ce cadre, **l'activité touristique** connaîtrait une relance en 2013, malgré les effets de la crise économique dans la zone Euro. Ce secteur, qui a subi en 2011 et 2012 les effets de la crise économique mondiale et de l'instabilité sociale en Afrique du Nord, pourrait retrouver en 2013 son sentier de croissance normal qui devrait atteindre 5%. Dans le cadre de la stratégie de développement touristique « Vision 2020 », l'année 2013 devrait connaître la mise en place d'un Project Management Office (PMO) visant à assurer le pilotage et le suivi de la mise en œuvre de cette stratégie, qui comprend une centaine de projets, de multiples actions marketing et des territoires divers. Les autres chantiers, programmés pour cette année, s'attelleront à l'amélioration de la qualité de l'hébergement et des services, telle que la qualité de l'accueil dans les aéroports ainsi que celle des équipements urbains.

Parallèlement, l'année 2013 connaîtra la signature d'un contrat-programme entre l'Etat et la Société Marocaine d'Ingénierie Touristique (SMIT). Ainsi, l'investissement touristique devrait s'inscrire dans le cadre d'une démarche proactive de commercialisation et de l'orientation des investisseurs vers la réalisation d'une quinzaine de projets pour un investissement global de 20 milliards de dirhams et d'une capacité de 17.000 lits environ.

Le secteur du transport, de son côté, serait renforcé par la poursuite du dynamisme du transport ferroviaire, de la modernisation des services du transport aérien par la Royal Air Maroc (RAM), la mise en œuvre du contrat-programme liant l'Etat et les opérateurs du compartiment routier sur la période 2011-2013, et la stratégie intégrée pour le développement de la logistique, notamment le contrat-Programme sur la période 2010-2015 visant la définition du cadre de développement du secteur de la logistique au Maroc.

Concernant **le transport routier**, l'année 2013 sera marquée par la poursuite de l'action gouvernementale en termes d'amélioration des conditions de transport et de la sécurité routière à travers, notamment, l'amélioration du dispositif de renouvellement du parc et l'amendement du code de la route de manière à améliorer le service de transport et la sécurité routière.

Le transport ferroviaire bénéficiera, pour sa part, du lancement de trois chantiers qui devraient absorber une bonne partie des investissements engagés par l'ONCF en 2013. Ces investissements s'élèvent globalement à 7,5 milliards de DH, dont 4,5 milliards destinés aux travaux du grand chantier de la ligne à grande vitesse (TGV) et 3 milliards alloués à la mise à niveau du réseau ferroviaire classique.

S'agissant du **transport maritime**, et face aux importantes difficultés que connaissent les compagnies marocaines, le gouvernement prévoit, en 2013, la mise en place d'un contrat programme avec les professionnels du transport maritime. En outre, l'Agence Nationale des Ports a établi un nouveau plan d'investissement pour le quinquennat 2013-2017, qui porte sur 2,8 milliards de DH. L'année 2013 couvrira 773 millions de DH d'investissement destinées au développement des infrastructures portuaires. Il s'agit du lancement, en 2013, des travaux du nouveau port de Safi, visant à assurer l'approvisionnement en charbon de la future station thermique de Safi, la poursuite des principaux projets d'aménagement urbain en cours de réalisation dans plusieurs régions, notamment à Casablanca, Agadir, Tarfaya, Oujda, Fès, Marrakech et Tanger.

Le transport aérien devrait être dynamisé par la stratégie visant la libéralisation du secteur, l'intégration de l'espace commun européen, l'accroissement des capacités aéroportuaires et l'amélioration des services au sol. L'année 2013 sera marquée essentiellement par l'achèvement des travaux d'aménagement du terminal 1 de l'aéroport de Casablanca et la poursuite de la construction de nouveaux terminaux aux aéroports de Fès et de Marrakech.

Au plan de la stratégie nationale **de compétitivité logistique**, les avancées réalisées dans le cadre de cette stratégie seront consolidées et renforcées en 2013, à travers, la mobilisation de l'assiette foncière nécessaire au développement des zones logistiques sur les axes de Tanger-Tétouan, Meknès-

Fès, Rabat-Kénitra, et Agadir et la mise en place effective de l'Agence Marocaine pour le Développement de la Compétitivité Logistique et de l'Observatoire National de la Compétitivité Logistique.

Au niveau du **secteur des télécommunications**, le premier opérateur global de ce secteur (Ittissalat Al-Maghrib) vient de signer au début de cette année 2013, une quatrième convention d'investissement, couvrant la période 2013-2015, pour un montant de 10 milliards de dirhams. Ce programme vise le renouvellement de la totalité des équipements mobiles pour les faire accompagner de la technologie numérique pour l'internet à haut débit. Il porte également sur l'extension de la fibre optique pour la faire arriver jusqu'à l'utilisateur et lui permettre ainsi des débits extrêmement élevés qui vont au-delà de 100 mégabits par seconde.

3-2-2-Les activités du secteur primaire

Les prévisions de l'économie nationale pour 2013 sont basées sur l'hypothèse d'une production céréalière d'environ 70 millions quintaux, soit une hausse de 37,2% par rapport au résultat de la campagne précédente. Cette amélioration pourrait s'expliquer par les résultats prévisibles de la campagne agricole 2012-2013, qui s'annonce favorable en relation avec les dernières précipitations, bien réparties dans le temps et dans l'espace. Cette situation aurait, également, des retombées positives sur la production des autres activités du secteur agricole qui devraient, également, bénéficier des mesures programmées dans les plans régionaux de la Stratégie « Maroc Vert ».

Par ailleurs, le secteur des **pêches maritimes** connaîtrait, en 2013, la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie Halieutis. Dans ce cadre, trois conventions ont été signées et destinées au développement de ce secteur. La première convention, qui est dotée d'une enveloppe d'un milliard de DH, porte sur la modernisation de la flotte. La deuxième convention porte sur l'octroi d'une compensation financière aux marins pêcheurs ayant embarqué à bord des navires de pêche, objet du programme national d'élimination des filets maillants dérivants. Un budget global de 40 millions de DH a été consacré à cette opération. Enfin, la troisième convention traite de l'équipement des barques artisanales des régions du sud du Maroc dont le montant d'investissement s'élève à 40 millions de DH.

Ainsi, la valeur ajoutée du secteur primaire connaîtrait une hausse de l'ordre de 6,1% en 2013. La part du secteur primaire dans le PIB serait de 13% au lieu d'environ 12,7% en 2012.

3.3. Les composantes de la demande

La croissance économique nationale continuerait d'être soutenue, exclusivement par la demande intérieure en 2013, suite à la consolidation de la relance de l'investissement et au maintien du dynamisme de la consommation des ménages et dans une moindre mesure de la consommation publique. **La demande intérieure** devrait s'accroître de 5% en volume, au lieu de 2,8% en 2012. Sa contribution à la croissance serait de 5,7 points, au lieu de 3,2 points en 2012.

Ainsi, la consommation finale nationale devrait enregistrer une hausse de 5,3% en volume au lieu de 4,8% en 2012. Cela pourrait s'expliquer par l'augmentation de la consommation des ménages résidents de 6%, profitant des effets de la baisse prévisible des prix des matières énergétiques et alimentaires importées, et de l'augmentation de l'autoconsommation dans le monde rural. Pour sa part la consommation finale des administrations publiques connaîtrait une légère amélioration de 3%. La contribution de la consommation finale nationale à la croissance du PIB, serait de 4,2 points de croissance au lieu de 3,7 points en 2012.

L'investissement brut (FBCF et variation des stocks) s'accroîtrait de 4,3% en volume et sa contribution à la croissance serait de 1,5 point, après une contribution négative de 0,6 point en 2012. La formation brute du capital fixe (FBCF), qui en constitue la composante principale, devrait s'accroître de 4,5% et sa contribution à la croissance devrait passer de 0,8 point en 2012 à 1,4 point. La variation des stocks, qui en constitue la deuxième composante devrait se stabiliser, après une baisse de 27% en 2012. Sa contribution serait de 0,1 point à la croissance, après avoir été négative de 1,4 point en 2012.

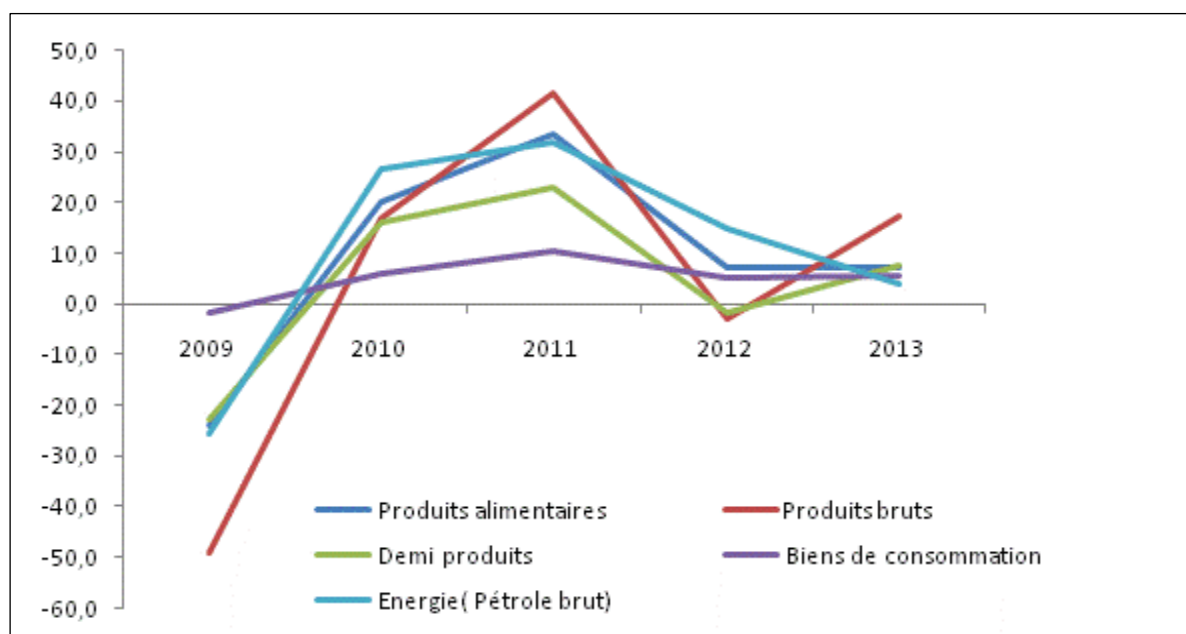
Le dynamisme de l'investissement s'explique par la consolidation de l'investissement des administrations publiques et celui des établissements et entreprises publiques et par la relance de l'investissement privé, en liaison avec la poursuite de la reprise des activités du bâtiment et des programmes annoncés dans les différentes stratégies sectorielles.

Quant à **la demande extérieure** (solde des échanges de biens et services), elle devrait continuer d'afficher une contribution négative à la croissance du PIB de 0,9 point, sous l'effet de l'augmentation des importations induite par le dynamisme de l'investissement et de la consommation finale des ménages et l'amélioration, relativement légère, des exportations induite par la hausse modérée de la demande mondiale adressée au Maroc.

En effet, les exportations de biens et services connaîtraient une amélioration de 2,3% en volume au lieu de 0,8% en 2012, alors que la hausse des importations

serait de 3,4%. L'accroissement des importations reste, néanmoins, faible par rapport aux niveaux observés durant les années antérieures à 2012.

Graphe 6 : Evolution des principaux produits à l'importation (en %)



3.4. Le financement de l'économie

➤ L'épargne nationale et l'investissement brut

L'épargne intérieure, après avoir connu une tendance baissière depuis 2010, connaîtrait une augmentation de 6% portant son montant à 183 milliards de dirhams. Avec une augmentation, en valeur, de 7% de la consommation finale nationale, d'un côté, et du PIB de l'autre, elle représenterait 20,6% du PIB, restant au même niveau qu'en 2012.

Les revenus nets en provenance du reste du monde, compte non tenu des transferts publics courants prévus par le partenariat stratégique du Maroc avec le Conseil de Coopération du Golfe (CCG), devraient représenter environ 3,3% du PIB, contre 4,5% en 2012. L'épargne nationale devrait, sur la base de ces hypothèses, baisser de 26,1% du PIB en 2012 à 25,6%. Le taux d'investissement brut étant prévu à 34,5% du PIB, le compte épargne-investissement se solderait par un besoin de financement de l'ordre de 9% du PIB, après avoir été de 8,4% en 2012 et 8,1% en 2011.

Le financement de ce déficit, dans l'hypothèse retenue d'une augmentation de 3% des IDE et avec l'objectif de maintien du taux d'endettement public direct à près de 60% du PIB, devrait être, dès lors, assuré par le recours aux stocks des réserves en devises. Dans ce cas, les avoirs extérieurs nets représenteraient

2,5 mois d'importations en biens et services au lieu de 4 mois en 2012 et 5,1 mois en 2011.

Dans le cas que nous posons comme le plus probable où le Maroc bénéficierait de 2,5 milliards de dollars du partenariat stratégique avec le CCG, le déficit de financement de l'économie nationale se situerait à 6,8% du PIB. De 2,5 mois d'importations, les réserves en devises représenteraient, alors, 3 mois.

L'accentuation de la détérioration des capacités de financement de l'économie nationale, proviendrait davantage de la persistance du déséquilibre des échanges extérieurs de biens et services, étant donné que le déficit global des finances publiques ne devrait pas dépasser 4,9% selon les données de la Loi des Finances de 2013.

➤ **Les finances publiques**

La politique budgétaire de l'Etat pour l'année 2013 vise à rétablir les équilibres macro-économiques, notamment publics, et à promouvoir les programmes sociaux. Ceci devrait passer par un effort de maîtrise des dépenses publiques et de valorisation des recettes. Il sera appuyé, également, par un processus de réforme globale de la compensation afin de laisser plus d'espace budgétaire pour la réalisation des investissements publics en infrastructures économiques et sociales.

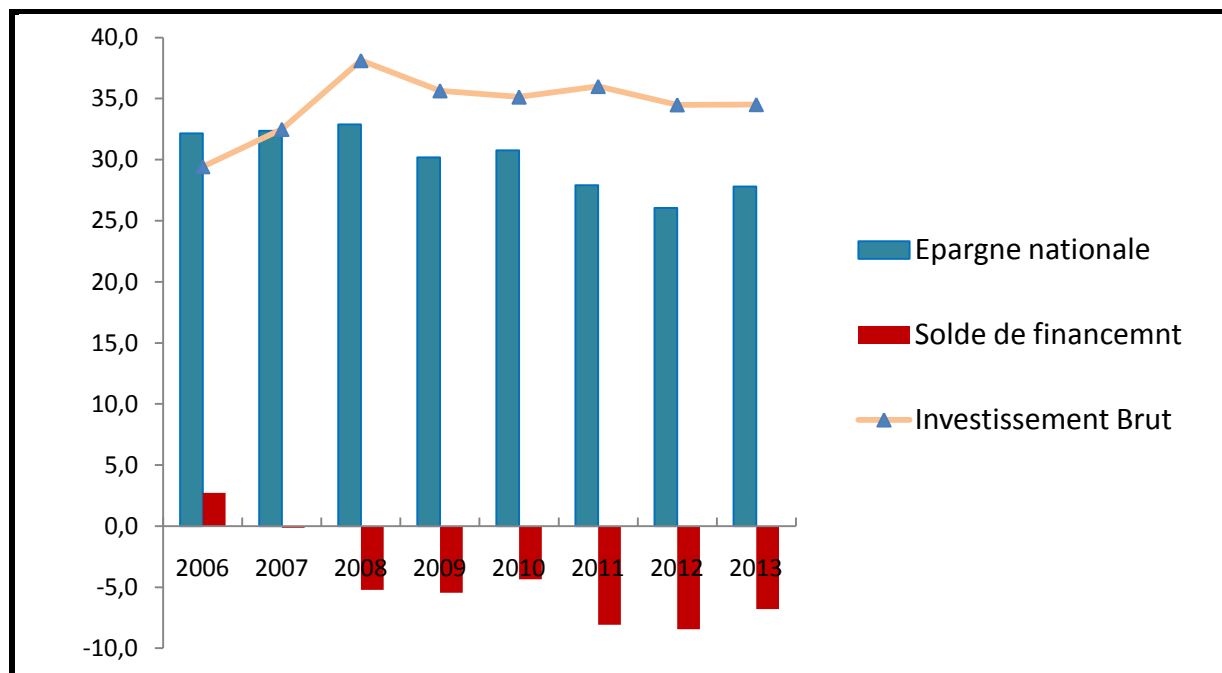
➤ **Les finances extérieures**

Le solde courant de la balance des paiements continuerait de dégager des déficits élevés, se situant à 6,8% du PIB en 2013, tenant compte du transfert du montant de 2,5 milliards de dollars du partenariat stratégique avec le CCG.

Les excédents générés par les revenus nets en provenance de reste du monde, notamment les transferts courants n'arriveraient plus, comme dans les années 2000, à couvrir le déficit structurel des échanges de biens et services. Et compte tenu de l'hypothèse retenue pour l'évolution des investissements directs étrangers (croissance de 3% en 2013), le solde global de la balance de paiement serait déficitaire pour la sixième année consécutive, passant de 3,3% du PIB en 2012 à 3,5% en 2013.

Le financement de ce déficit, avec l'objectif de maintien de taux d'endettement public direct à 60% du PIB, devrait être, dès lors, assuré par le recours aux stocks des réserves en devises. Dans ce cas, les avoirs extérieurs nets représenteraient environ 3 mois d'importations en biens et services au lieu de 4 mois en 2012 et 5,1 mois en 2011.

Graphe 7 : Evolution de l'investissement brut, de l'épargne nationale et du déficit de financement (en % du PIB)



➤ La masse monétaire et ses contreparties

Le marché monétaire serait marqué par la poursuite du ralentissement de l'accroissement de la masse monétaire, étant donné que les besoins du trésor en financement seraient moins élevés et que les contreparties des avoirs extérieurs en baisse. La masse monétaire augmenterait de 5,7% au lieu de 4,7% en 2012 et de 13% en moyenne annuelle de la période 2005-2011. Les avoirs extérieurs nets seraient en régression de 22,4% en 2013, après la baisse de 18% en 2012. Cependant, les crédits à l'économie devraient progresser à un rythme de l'ordre de 10,5% au lieu de 17% en moyenne durant la période 2005-2011, alors que les créances sur le trésor devraient connaître une légère amélioration en 2013 de l'ordre de 3% au lieu de 7,6% en moyenne durant la période 2005-2011.

Compte tenu de la situation des finances extérieures et du dynamisme de la consommation des ménages et de l'investissement, le marché monétaire pourrait être marqué par la poursuite des tensions sur les liquidités bancaires en 2013, étant donné que le taux de réserves obligatoires se situe aujourd'hui à un niveau très bas.

4. Les conclusions

Au cours des années 2012 et 2013, le Maroc peut se prévaloir d'avoir réalisé, au cours de la dernière décennie, un développement économique et social remarquable. Un taux d'investissement parmi les plus élevés au monde. Une consommation et un pouvoir d'achat en constante amélioration. Des exportations déclinant une émergence de nouveaux produits et d'une diversification de leurs débouchés. Une relative résilience des activités non agricoles aux effets de la perdurance de la crise économique internationale. D'une façon générale, la croissance économique se maintient et sa dépendance des conditions climatiques se réduit.

Cependant, le maintien de l'investissement public à un niveau élevé et la progression à un rythme soutenu de la consommation finale nationale ne cessent d'accentuer le déficit budgétaire de l'Etat et, par là, celui des échanges extérieurs dans un contexte de faible compétitivité de notre économie.

La nature expansive de la politique budgétaire, qui a soutenu notre modèle de développement, révèle, aujourd'hui, ses limites. La maîtrise de l'inflation par le biais de la subvention des prix financée par les ressources internes continue à augmenter la dette publique intérieure et à réduire le financement du secteur privé, au moment où le déficit primaire ne cesse de s'accroître et amène le pays à emprunter pour faire face aux échéances de ses dettes. Dans ces conditions, la sous-liquidité du marché monétaire pourrait devenir structurelle et la marge de manœuvre de la politique monétaire se réduire au détriment d'un financement adapté aux besoins réels des différentes catégories d'entreprises.

Des questions fondamentales mériteraient d'être, à cet égard, soulevées dans une réflexion sur la croissance économique de notre pays au-delà de 2013. Quelles réformes structurelles doivent être mises en œuvre pour inciter le capital privé national à investir dans les nouvelles sources sectorielles et technologiques de la compétitivité de demain dont notre pays connaît une récente émergence sous une forte impulsion royale? Quel modèle de consommation permettrait d'accroître l'épargne intérieure sans compromettre « l'égalité des chances » au profit de « l'égalité des places » et les intérêts des générations futures au profit de ceux des générations actuelles ? Quel modèle de réallocation des ressources financières nationales permettrait de donner une plus grande marge de manœuvres à la politique monétaire pour un meilleur financement des entreprises et leur plus grand accès aux marchés des capitaux ?

La soutenabilité des équilibres macroéconomiques semble, ainsi, devoir aujourd'hui, s'inviter, plus que jamais, à une réévaluation de notre modèle de croissance dans sa triple dimension de l'investissement, de la consommation et

en particulier du financement. Il y a la, de toute évidence, matière à débat où tous les acteurs de la vie nationale devraient être impliqués pour une appropriation collective des nouvelles exigences du processus d'édification de ce grand projet de société moderne et démocratique dans lequel notre pays s'est engagé sous les Hautes Directives et le Leadership de Sa Majesté Le Roi.

Le HCP se propose d'apporter sa modeste contribution à ce débat, en mettant en chantier un programme d'études sur quelques aspects. Une étude sur l'évaluation de l'efficacité des investissements réalisés dans notre pays dans le but de hiérarchiser les niveaux de leur contribution à la croissance économique par secteur et par agent économique et de prospector les forces et les faiblesses à l'origine de leur choix et leur gestion.

Par ailleurs, une autre étude est engagée pour analyser la compétitivité de notre commerce extérieur et évaluer les revenus qu'il rapporte par produit et par débouché dans le but de déterminer, parmi ces produits, ceux qui bénéficient du plus grand avantage comparatif actuel et futur.

En outre, une approche théorique et empirique est engagée pour analyser l'interaction entre croissance économique, taux d'intérêt, taux de change et inflation, dans un contexte national où les mécanismes de transmission d'une politique monétaire sur l'économie réelle prennent une place centrale dans le rétablissement des équilibres macroéconomiques.

Il est à rappeler, dans ce cadre, que le HCP a, par ailleurs, programmé pour 2013-2014, la réalisation du recensement général de la population et de l'habitat, à côté de deux enquêtes portant, l'une sur l'évolution des structures économiques depuis 2007, l'autre sur la consommation et les revenus des ménages. Une enquête sur le secteur informel de l'économie marocaine est, également, programmée et se propose, non seulement d'actualiser celle qui avait été réalisée en 2007, mais aussi d'analyser les facteurs socioéconomiques et culturels qui déterminent les opérateurs opérant dans ce secteur à y entrer ou à en sortir.

ANNEXES STATISTIQUES

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Croissance économique mondiale selon les grandes régions (en %)

Pays ou groupe de pays	2010	2011	2012*	2013**
-Monde.....	5,1	3,9	3,2	3,5
-Economies avancées.....	3,0	1,6	1,3	1,4
-USA.....	2,4	1,8	2,3	2,0
-Zone Euro.....	2,0	1,4	-0,4	-0,2
-Japon.....	4,5	-0,6	2,0	1,2
- Pays en développement.....	7,4	6,3	5,1	5,5
-Asie	9,5	8,0	6,6	7,1
dont la Chine.....	10,4	9,3	7,8	8,2
-Afrique subsaharienne.....	5,3	5,3	4,8	5,8
-Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,0	3,5	5,2	3,4
- Amérique latine.....	6,1	4,5	3,0	3,6

Source : Perspectives économiques du FMI, Janvier 2013

NB : (*) Estimation, (**) Prévisions

Evolution des prix et du commerce mondial en volume (en %)

Rubriques	2010	2011	2012*	2013**
- Prix à la consommation :				
- Economies avancées.....	1,5	2,7	2,0	1,6
- Pays en développement.....	6,1	7,2	6,1	6,1
Commerce mondial en volume.....	12,6	5,9	2,8	3,8
Cours du pétrole (moyenne en \$/baril)				
- selon le FMI.....	79,03	104,0	105,0	99,7
Parité Euro/dollar.....	1,3	1,4	1,27	1,33

Source : Les perspectives du FMI, Janvier 2013, (*) : Estimations et (**) : Prévisions

EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT
(En volume, prix de l'année précédente)
(Variation en %)

	2010	2011	2012*	2013**
• Valeur ajoutée du secteur Primaire...	-2,3	5,1	-8,7	6,1
• Valeur ajoutée non agricole.....	4,4	5,3	4,8	4,6
➤ Secteur Secondaire.....	6,4	4,0	3,2	4,0
➤ Secteur tertiaire.....	3,3	6,0	5,7	4,9
• Total des valeurs ajoutées.....	3,3	5,2	2,7	4,8
• Droits et taxes nets des subventions.....	6,9	2,7	2,7	4,6
PIB non agricole en volume	4,7	5,0	4,6	4,6
PIB en volume	3,7	5,0	2,7	4,8
Variation du prix implicite du PIB	0,6	0,1	1,3	2,0
PIB en valeur (Millions de Dhs courants)	764301	802607	834622	891801
Variation en (%)	4,3	5,0	4,0	6,9

(*) : Estimations (**): Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2013.

STRUCTURE DU PIB REEL (En %)

Secteurs	2010	2011	2012*	2013**
Primaire	13,8	13,8	12,7	13,0
Secondaire	26,2	26,5	28,1	28,5
Tertiaire	60,1	59,7	59,2	58,6
Total	100	100	100	100

(*) : Estimation et (**) : Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2013.

EQUILIBRE DU PIB Aux prix courants

RUBRIQUES	2010	2011	2012*	2013**
PIB.....	764301	802607	834622	891801
	4,3	5,0	4,0	6,9
Consommation finale, dont :	571485	618891	661765	708461
	3,6%	8,3%	6,9%	7,1%
-Ménages résidents.....	437547	472559	501385	543000
	4,6%	8,0%	6,1%	8,3%
-Administrations publiques.	133938	146332	160380	165461
	0,4%	9,3%	9,6%	3,2%
FBCF.....	234407	246394	257482	267781
	3,6%	5,1%	4,5%	4,0%
Variation des stocks.....	34027	42547	30441	40040
Exportations de biens et services.....	253941	285530	296384	309432
	20,8%	12,4%	3,8%	4,4%
Importations de biens et services.....	329053	390755	411450	433913
	13,2%	18,8%	5,3%	5,5%

NB : - Valeurs en millions de dirhams courants. - Variations en %.

- (*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2013.

EQUILIBRE DU PIB

(Croissance réelle en %)

RUBRIQUES	2010	2011	2012*	2013**
PIB.....	3,7	5,0	2,7	4,8
Consommation finale, dont:	1,5	6,7	4,8	5,3
-Ménages résidents.....	2,2	7,4	4,8	6,0
-Administrations publiques...	-0,9	4,6	5,0	3,0
FBCF.....	-0,7	2,5	2,7	4,5
Exportations de biens et services	16,6	2,1	0,8	2,3
Importations de biens et services	3,6	5,0	1,6	3,4

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2013.

CONTRIBUTION DES AGREGATS DE LA DEMANDE FINALE A LA CROISSANCE

(En nombre de points de la croissance)

RUBRIQUES	2010	2011	2012*	2013**
PIB.....	3,7	5,0	2,7	4,8
Consommation Finale, dont :	1,1	5,0	3,7	4,2
-Ménages Résidents.....	1,3	4,2	2,8	3,6
-Administrations Publiques...	-0,2	0,8	0,9	0,6
FBCF.....	-0,2	0,8	0,8	1,4
Variation des stocks.....	-0,6	0,5	-1,4	0,1
Commerce extérieur de biens et services.....	3,3	-1,5	-0,5	-0,9

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2013.

REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE ET SON AFFECTATION

RUBRIQUES	2010	2011	2012*	2013**
PIB.....	764301	802607	834622	891801
Revenu National Brut Disponible	806626	842955	872257	941076
Variation en %.....	4,3	4,5	3,5	7,8
Consommation finale nationale...	571485	618891	661765	708461
Epargne intérieure (en MDH)	192546	183716	172857	183340
En % du PIB.....	25,2	22,9	20,7	20,6
Epargne nationale (en MDH)	235141	224064	217492	247619
En% du PIB.....	30,8	27,9	26,1	27,8

(En millions de dirhams courants)

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2013.

LES FINANCES EXTERIEURES (En % du PIB)

RUBRIQUES	2010	2011	2012*	2013**
Déficit en ressources.....	-10,7	-14,2	-14,9	-15,0
Solde courant de la balance de paiements.....	-4,4	-8,1	-8,4	-6,8

(*) : Estimation et (**) : Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2013.

LES FINANCES PUBLIQUES

(Non compris part des collectivités locales dans TVA)

(En % du PIB)

Rubriques	2010	2011	2012*	2013**
Recettes courantes	21,0	22,0	21,9	21,7
- Recettes fiscales.....	20,2	20,3	20,7	20,1
Dépenses courantes	21,2	24,1	26,2	23,6
- Personnel.....	10,3	11,0	11,5	11,0
- Autres biens et services.....	5,0	4,7	5,6	5,6
- Intérêts de la dette.....	2,3	2,3	2,4	2,5
- Compensation.....	3,6	6,1	6,7	4,5
Solde courant.....	1,6	-0,3	-2,4	0,0
Dépenses d'équipement.....	6,2	6,2	6,2	5,3
Solde global	-4,7	-6,2	-7,1	-4,9

(*) : Estimations et (**): Calcul fait par le Haut Commissariat au Plan sur la base de la LF 2013.

COMPTE EPARGNE-INVESTISSEMENT

(En % du PIB)

Rubriques	2010	2011	2012*	2013**
Investissement brut.....	35,1	36,0	34,5	34,5
Revenus nets en provenance du reste du monde.....	5,6	5,0	4,5	5,5
Epargne nationale.....	30,8	27,9	26,1	27,8
Solde de financement.....	-4,4	-8,1	-8,4	-6,8

(*) : Estimations et (**): Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2013.